

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LYONNAISE DE BANQUE

Société Anonyme au capital de 290 568 363 euros
Siège Social : 8, rue de la République 69001 Lyon
SIREN 954 507 976 RCS LYON

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 21 avril 2026

I. — Bilan social (en milliers d'euros)

Actif (en milliers d'euros)	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Caisse, Banques centrales, CCP	2	44 086	58 949
Créances sur les établissements de crédit	2	6 410 997	6 204 222
Opérations avec la clientèle	3	43 646 845	41 835 453
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable		8 905	8 919
- Obligations et autres titres à revenu fixe	4	8 711	8 711
- Actions et autres titres à revenu variable	5	194	208
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	6	75 826	75 638
- Participations et autres titres détenus à long terme		54 808	54 620
- Parts dans les entreprises liées		21 018	21 018
Immobilisations incorporelles	7	24 131	27 700
Immobilisations corporelles	7	128 135	131 939
Autres actifs	8	419 317	659 530
Comptes de régularisation	8	360 307	461 730
Total de l'actif		51 118 549	49 464 080

Hors-bilan (en milliers d'euros)	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit		14 522	12 881
Engagements en faveur de la clientèle		5 906 875	5 898 728
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		156 692	148 708
Engagements d'ordre de la clientèle		4 855 753	4 784 205
Engagements sur titres			
Autres engagements donnés			

Passif (en milliers d'euros)	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Dettes envers les établissements de crédit	10	10 781 183	9 809 101
Opérations avec la clientèle	11	37 325 344	36 660 771
Dettes représentées par un titre	12	50 303	55 443
Autres passifs	8	136 728	243 398
Comptes de régularisation	8	768 740	758 109
Provisions	13	263 210	276 620
Dettes subordonnées	14	156 262	197 054
Fonds pour risques bancaires généraux	15	27 867	27 867
Capitaux propres	15	1 608 912	1 435 717
- Capital souscrit		290 568	290 568
- Primes d'émission		191 539	191 539
- Réserves		849 326	349 326
- Report à nouveau		5 978	384 929
- Provisions réglementées		4 821	4 574
- Résultat de l'exercice		266 680	214 781
Total du passif		51 118 549	49 464 080

Hors-bilan (en milliers d'euros)	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		9 042 166	8 523 847
Engagements sur titres			
Autres engagements reçus			

II. - Compte de résultat (en milliers d'euros)

	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	22	1 539 506	1 687 880
+ Intérêts et charges assimilées	22	-1 044 890	-1 236 457
+ Revenus des titres à revenu variable	23	316	381
+ Commissions (produits)	24	618 904	601 177
+ Commissions (charges)	24	-132 875	-129 359
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25	8 992	9 094
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26	-14	14
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	6 147	3 646
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-13 846	-9 747
= Produit Net Bancaire		982 240	926 629
+ Charges de personnel	28	-301 430	-291 441
+ Autres charges administratives		-218 141	-222 088
+ Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		-17 713	-14 728
= Charges de fonctionnement		-537 284	-528 257
= Résultat Brut d'Exploitation		444 956	398 372
+ Coût du risque	29	-54 708	-93 340
= Résultat d'Exploitation		390 248	305 032
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	-673	-2 130
= Résultat Courant		389 575	302 902
+/- Résultat exceptionnel	31	152	-175
+ Impôts sur les bénéfices	32	-122 800	-87 699
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		-247	-247
= Résultat Net Global		266 680	214 781

III. - Information sur les filiales et participations

	Au 31 Décembre 2025 (en milliers d'euros)	Siège (dpt)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en k€)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (ou PNB)	Résultats Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en k€)
						Brute	Nette				
A	Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous										
	1. - Filiales (+ de 50% du capital détenu)										
	a) Filiales françaises										
	b) Filiales étrangères										
	2. - Participation (10 à 50 % du capital détenu) (détail des participations considérées comme importantes ou stratégiques)										
	a) Participations françaises										
	Crédit Mutuel Real Estate Lease (1)	Paris	64 399	40 780	19,55%	18 919	18 919		21 381	1 282	0
	b) Participations étrangères										
B	Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :										
	Participations non reprises au point A.										
	a) Dans les sociétés françaises (ensemble)					12 653	12 578				307
	b) Dans les sociétés étrangères (ensemble)										
	Total filiales et participations					31 572	31 497	0			307

(1) Comptes arrêtés au 31/12/2023

IV - Annexes aux comptes annuels**Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux de la Lyonnaise de Banque sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement n° 2023-03 du 7 juillet 2023 applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- des provisions pour risques et charges ;
- des provisions sur engagements sociaux et PEL / CEL.

Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, la Lyonnaise de Banque applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent. Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme. Conformément au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque. Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est

enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrecouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le modèle linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- Les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Note 1.10 Provisions pour dépréciation

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

Note 1.11 Provisions pour risques pays

Constituées pour couvrir les risques souverains ainsi que les risques sur les pays émergents, elles ont été déterminées en fonction de la situation économique des pays emprunteurs. La partie affectée de ces provisions est portée en déduction des actifs correspondants.

Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle.

Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance.

Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Note 1.16 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière. Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

Les reprise du stock de provisions pour indemnités de fin de carrière a été repris intégralement au 31/12/2025.

Note 1.18 Surtaxe impôt sur les sociétés

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due.

L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle l'établissement sera soumis.

La base imposable sera calculée sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû sur les deux derniers exercices (2025 et 2026) avec un acompte de 98 % de la contribution versé en même temps que le dernier acompte de l'impôt sur les sociétés (le 15 décembre 2026 pour les clôtures au 31 décembre 2026).

La Lyonnaise de Banque est soumise à la contribution exceptionnelle au taux de 20,6% ou 41,2 %, selon l'application du seuil au groupe d'intégration fiscale. Ainsi, le taux d'IS utilisé pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts exigibles et différés s'élève à 30,98% sur 2025.

Note 1.19 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.25		31.12.24	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Caisse, banques centrales, CCP	44 086		58 949	
Comptes ordinaires	5 040 823		4 818 796	
Prêts, valeurs reçues en pension	2 114	1 285 530	1 727	1 278 603
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		82 530		105 096
Créances douteuses				
Dépréciation des créances douteuses				
Total	5 087 023	1 368 060	4 879 472	1 383 699
Total des créances sur les établissements de crédit		6 455 083		6 263 171
dont prêts participatifs		12 670		12 670
dont prêts subordonnés		4 280		4 280

Il n'y a pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les créances saines.

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.25	31.12.24
Créances commerciales	36 390	38 418
<i>dont affacturage</i>		
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	41 554 105	39 865 441
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	86 541	82 589
Comptes ordinaires débiteurs	1 226 580	1 012 786
Créances rattachées	8 275	3 942
Créances douteuses (1)	1 234 644	1 371 103
Dépréciation des créances douteuses	-499 690	-538 826
Total	43 646 845	41 835 453
dont prêts participatifs	6 263	6 646
dont prêts subordonnés	117	242

Parmi les créances douteuses, les créances douteuses compromises s'élèvent à 953,36 M€ en 2025 contre 937,49 M€ en 2024.

Elles font l'objet de 378,97 M€ de dépréciations en 2025 et 384,76 M€ en 2024.

Les crédits restructurés représentent un montant total de 478,64 millions d'euros pour 2025 contre 570,27 millions d'euros en 2024.

(1) Au cours de l'exercice 2025, la banque a cédé des créances douteuses/contentieuses pour un montant de 75,5 M€.

Répartition des créances sur la clientèle	Créances brutes	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions
Répartition par grands types de contrepartie				
- Grand public	30 498 753	144 116	504 127	-239 256
Entreprises	12 413 138	137 165	449 236	-260 434
- Grandes entreprises				
- Financements spécialisés				
- Autres				
Total	42 911 892	281 281	953 363	-499 690

Note 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.25				31.12.24			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés (*)								
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Créances douteuses (*)			19 748	19 748			19 748	19 748
Montant brut			19 748	19 748			19 748	19 748
Dépréciations								
. Sur risque de taux								
. Sur créances douteuses			-11 037	-11 037			-11 037	-11 037
Montant net			8 711	8 711			8 711	8 711
Plus-values latentes								
dont obligations subordonnées								
dont titres émis par des organismes publics								

Au cours de l'exercice 2025, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

(*) *Durée résiduelle à plus de 5 ans*

Note 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.25				31.12.24			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		259		259		259		259
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Montant brut		259		259		259		259
Dépréciation des titres		-65		-65		-51		-51
Total		194		194		208		208
Plus-values latentes		73		73		63		63

Au cours de l'exercice 2025, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

Note 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31.12.24	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.25
Autres titres détenus à long terme						
- cotés						
- non cotés	44 132	210				44 342
Titres de participation						
- cotés	320					320
- non cotés	10 278		-57			10 221
Parts dans les entreprises liées						
- cotés						
- non cotés	21 018					21 018
Titres de sociétés mises en équivalence						
Sous-total	75 748	210	-57			75 901
Ecarts de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Montant brut	75 748					75 901
Dépréciation						
- titres cotés						
- titres non cotés	-110		35			-75
Sous-total	-110		35			-75
Montant net	75 638					75 826

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.25		31.12.24	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit				
Comptes créditeurs de la clientèle				
Dettes représentées par un titre				
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit				
Clientèle	673 573		599 028	

Note 7 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations corporelles	31.12.24	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.25
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	7 262	128	-64		7 326
. Terrains hors exploitation	2 001				2 001
. Constructions d'exploitation	433 964	10 625	-13 080		431 509
. Constructions hors exploitation	20 136	5	-43		20 098
. Autres immobilisations corporelles	64 862	8 162	-10 677	-129	62 218
Montant brut	528 225	18 920	-23 864	-129	523 152
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	-327 183	-12 888	11 157		-328 914
. Constructions hors exploitation	-12 273	-617	19		-12 871
. Autres immobilisations corporelles	-56 830	-1 290	4 888		-53 232
Montant des amortissements	-396 286	-14 795	16 064		-395 017

Montant net	131 939				128 135
Immobilisations incorporelles	31.12.24	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.25
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	23				23
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	35 237	51	-139		35 149
Montant brut	35 260	51	-139		35 172
Amortissements					
. Fonds commerciaux					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	-7 560	-3 560	79		-11 041
Montant des amortissements	-7 560	-3 560	79		-11 041
Montant net	27 700				24 131

Note 8 - Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

	31.12.25		31.12.24	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de régularisation				
Comptes d'encaissement	27 798	499	34 957	129
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	5 612	6 422	8 243	3 848
Autres comptes de régularisation	326 897	761 819	418 530	754 132
Sous-total	360 307	768 740	461 730	758 109
Autres actifs et passifs				
Primes sur options				
Comptes de règlement d'opérations sur titres		838		2 037
Dettes représentatives des titres empruntés		206		206
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers	419 623	135 534	659 554	240 988
Créances et dettes rattachées	662	150	998	167
Dépréciation	-968		-1 022	
Sous-total	419 317	136 728	659 530	243 398
Total	779 624	905 468	1 121 260	1 001 507

Note 9 - Dépréciation des créances douteuses et provisions

	31.12.24	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.25
Actif					
Dépréciation sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciation sur créances sur la clientèle (1)	538 826	151 433	-190 414	-155	499 690
Dépréciation sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 037				11 037
Passif					
Provisions sur engagements par signature	24 017	8 245	-5 313		26 949
Provisions générales pour risques de crédit	138 661	8 169		-0	146 830
Provisions sur créances	22 459	4 946	-1 727		25 678
Total	735 000	172 793	-197 454	-155	710 184

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 1 234,64 M€..

Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 499,69 M€ soit 40,47% contre 39,30% au précédent exercice.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations couvrant des risques de crédit s'établit à 1,19% contre 1,32% en 2024.

Les créances douteuses sont couvertes par ces dépréciations à l'exception des provisions générales pour risques de crédit qui concernent les créances saines.

(1) Au cours de l'exercice 2025, la banque a cédé des créances douteuses/contentieuses pour un montant de 75,5M€ provisionné à hauteur de 51,6M€.

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.25		31.12.24	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Banques centrales, CCP				
Comptes ordinaires	35 694		37 248	
Comptes à terme		10 701 719		9 717 426
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		43 770		54 427
Total	35 694	10 745 489	37 248	9 771 853
Total des dettes envers les établissements de crédit		10 781 183		9 809 101

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.25		31.12.24	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	5 268 135	1 611 674	5 462 620	1 773 603
Dettes rattachées				2
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	5 268 135	1 611 674	5 462 620	1 773 605
Autres dettes	17 626 025	12 652 214	17 368 322	11 873 569
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées	1	167 295	1	182 654
Total - Autres dettes	17 626 026	12 819 509	17 368 323	12 056 223
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		37 325 344		36 660 771

Note 11a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations

	31.12.25	31.12.24
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	6 005 039	5 831 923
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-3 355 721	-3 193 342
Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan	2 649 318	2 638 581

Note 12 - Dettes représentées par un titre

	31.12.25	31.12.24
Bons de caisse	1 500	4 050
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	47 100	50 250
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	1 703	1 143
Total	50 303	55 443

Note 13 - Provisions

	31.12.24	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.25
Provisions pour risques de contrepartie					
- engagements par signature	24 017	8 245	-5 313		26 949
- engagements de hors-bilan					
- risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	138 662	8 169		-1	146 830
- provisions épargne logement	17 079	6	-5 169		11 916
- autres provisions pour risques de contrepartie	22 458	4 946	-1 727	1	25 678
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	29 679	443	-16 368		13 754
- autres provisions pour risques et charges	44 725	18 474	-25 116		38 083
Total	276 620	40 283	-53 693		263 210

Note 13a - Provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière (en K€) LB	Clôture 2024	Produits financiers	Effets de l'actualisation	Coût des services rendus	Autres transferts + frais de gestion	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture 2025
Engagements	40 794		1 394	2 270	-980	691	-1 859		42 310
Contrat d'assurance	24 477	564			-598		-1 115	18 984	42 310
Etalement									
Excédent Actifs/Engagements									
Provision	16 317	-564	1 394	2 270	-382	691	-744	-18 984	-0

Note 13b - Provision pour risques sur engagements aux titres de l'épargne logement

	31.12.25		31.12.24	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans d'épargne logement	1 386 204	11 327	1 548 807	16 720
Comptes d'épargne logement	151 229	112	151 368	35

Prêts d'épargne logement	10 751	477	6 640	323
Total	1 548 185	11 916	1 706 815	17 079

Note 14 - Dettes subordonnées

	31.12.24	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.25
Dettes subordonnées	155 968				155 968
Emprunts participatifs (*)	15 433		-15 433		
Dettes subordonnées à durée indéterminée	24 600		-24 600		
Dettes rattachées	1 053			-759	294
Total	197 054		-40 033	-759	156 262

(*) Une provision de 15 040 K€ avait été passée sur les emprunts participatifs en 2024, ces titres participatifs ont été remboursés le 30 juin 2025 sans impact sur le résultat de l'exercice 2025 compte tenu de la reprise de provision.

Détail dettes subordonnées :

	Date Emission	Montant Emission	Montant fin de période
Principales dettes subordonnées			
Autres emprunts participatifs			
TSDI			
TSR	2016	80 968	80 968
TSR	2017	18 000	18 000
TSR	2017	36 000	36 000
TSR	2018	21 000	21 000
Dettes rattachées			294
Total			156 262

Note 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2024	290 568	191 539	349 326		4 327	234 829	220 117	1 290 706	27 867
Résultat de l'exercice							214 781	214 781	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						220 117	-220 117		
Distribution de dividendes						-70 018		-70 018	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					247	1		248	
Solde au 31.12.2024	290 568	191 539	349 326		4 574	384 929	214 781	1 435 717	27 867
Solde au 1.1.2025	290 568	191 539	349 326		4 574	384 929	214 781	1 435 717	27 867
Résultat de l'exercice							266 680	266 680	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			500 000			-285 219	-214 781		
Distribution de dividendes						-93 732		-93 732	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					247			247	
Solde au 31.12.2025	290 568	191 539	849 326		4 821	5 978	266 680	1 608 912	27 867

Le capital de CIC Lyonnaise de Banque est détenu à 100% par le CIC ; il est composé de 9 373 173 actions au nominal de 31 euros.

Le poste "Réserves" est constitué de la réserve légale pour 29 057 k€, des réserves facultatives pour 528 157 k€ et des autres réserves pour 292 112 k€.

CIC Lyonnaise de Banque est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe CIC, de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et du Groupe Crédit Mutuel.

Note 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit*	5 107 715	7 664	1 044 011	213 163		82 530	6 455 083
Créances sur la clientèle * *	3 954 824	3 851 468	15 180 717	19 913 242		94 816	42 995 067
Obligations et autres titres à revenu fixe* * *							
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit	292 994	749 934	6 214 015	3 480 470		43 770	10 781 183
Comptes créditeurs de la clientèle	29 312 264	3 324 145	4 391 339	130 300		167 296	37 325 344
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse			1 500			172	1 672

- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables		1 900	45 200			1 531	48 631
- Emprunts obligataires							
- Autres							
* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation							
** à l'exception des valeurs non imputées, de l'étalement frais dossiers sur prêts, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation							
*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)							

Note 17 - Contrevaaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contrevaaleur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 3 590 M€ et 3 570 M€.

Note 18 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.25			31.12.24		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	11 719 795		11 719 795	10 038 928		10 038 928
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux						
Achetées						
Vendues						
Options de change						
Achetées						
Vendues						
Actions et autres options						
Achetées						
Vendues						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées						
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées						
Vendues						
Total	11 719 795		11 719 795	10 038 928		10 038 928

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	31.12.25	Position Ouverte isolée	Micro couverture	Risque Global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Achats						
Ventes						
Contrats d'échange				11 719 795		11 719 795
Opérations conditionnelles						
Achats						
Ventes						
	31.12.24					
Opérations fermes						
Achats						
Ventes						
Contrats d'échange				10 038 928		10 038 928
Opérations conditionnelles						

Achats						
Ventes						

Note 19 - Ventilation des autres opérations à terme non encore dénouées selon leur durée résiduelle

31.12.25	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps de taux	801 217	5 485 434	5 433 144	11 719 795
Instruments de change				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps financiers				
Autres instruments financiers à terme				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Total	801 217	5 485 434	5 433 144	11 719 795

Note 20 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.25	31.12.24
Risques sur les établissements de crédit	66 079	64 218
Risques sur les entreprises		
Total	66 079	64 218

Note 21 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par le CIC constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe.

Au 31 décembre 2025 leur montant s'élève à 11,540 millions d'euros.

Note 22 - Produits et charges sur intérêts

	31.12.25		31.12.24	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	257 002	315 966	369 809	430 653
Clientèle	1 282 504	712 100	1 317 566	810 084
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe		16 824	501	1 914
Autres			4	-6 194
Total	1 539 506	1 044 890	1 687 880	1 236 457
dont charges sur dettes subordonnées		25 576		10 190

Note 23 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de placement	10	6
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	292	361
Parts dans les entreprises liées	14	14
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	316	381

Note 24 - Commissions

	31.12.25		31.12.24	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	1 307		1 205	
Opérations avec la clientèle	230 784	3 510	217 738	5 921
Opérations sur titres		1 224		1 104
Opérations de change	1 486		1 434	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie	9 760	4 888	11 791	9 140
Prestations de services financiers	342 228	7 233	334 512	6 476
Commissions sur moyens de paiement		104 490		96 907
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	33 339	11 530	34 497	9 811
Total	618 904	132 875	601 177	129 359

Note 25 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 2025	Exercice 2024
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	8 992	9 094
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change		
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	8 992	9 094
- Dotations aux provisions sur instruments financiers		
- Reprises de provisions sur instruments financiers		
Total	8 992	9 094

Note 26 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2025	Exercice 2024
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation	-14	
- Reprises de provisions pour dépréciation		14
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		
Total	-14	14

Note 27 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.25		31.12.24	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	2 806		2 438	
Transferts de charges				
Dotation nette aux provisions pour risques et charges		2 648		-57
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	3 340	11 197	1 208	9 803
Produits nets des autres activités	1	1		1
Total	6 147	13 846	3 646	9 747

Note 28 - Charges de personnel

	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires & traitements	164 850	158 008
Charges sociales (*)	95 615	75 778
Intéressement et participation des salariés	30 563	25 892
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	26 995	26 214
Dotation nette aux provisions pour retraite	-15 925	2 359
Autre dotation nette aux provisions pour risques et charges	-668	3 190
Total	301 430	291 441

Note 29 - Coût du risque

	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses	149 732	137 670
Reprises de provisions pour dépréciation des créances douteuses (1)	-185 491	-91 182
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	72 107	42 505
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	5 560	2 803
Récupérations sur créances amorties	-1 522	-1 476
Solde des créances	40 386	90 320
Dotations aux provisions pour risques et charges	21 360	32 920
Reprises de provisions pour risques et charges	-7 038	-29 900
Solde des risques	14 322	3 020
Total	54 708	93 340
<i>(1) Au cours de l'exercice 2025, la banque a cédé des créances douteuses/contentieuses pour un montant de 75,5M€, et a procédé à la reprise de provision associée à hauteur de 51,6M€.</i>		

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31.12.25			31.12.24		
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts Dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			164		164	3 134
- Moins-values de cessions						
- Dotations pour dépréciation						
- Reprises de provisions pour dépréciation			35		35	
Sous-total			199		199	3 134
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					963	164
- Moins-values de cessions					-1 835	-5 428
Sous-total					-872	-5 264
Total					-673	-2 130

Note 31 - Résultat exceptionnel

	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits		
Autres éléments	1 654	
Sous-total	1 654	
Charges		
Autres éléments	-1 502	-175
Sous-total	-1 502	-175
Total	152	-175

Note 32 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-122 539	-86 757
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	-261	-942
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-122 800	-87 699
Sur activités courantes		
Sur éléments exceptionnels		
Total		

Le CIC, les banques régionales (dont fait partie la Lyonnaise de banque) et les principales filiales détenues à plus de 95 % ont constitué un groupe d'intégration fiscale. Chaque banque régionale membre du groupe intégré constitue avec ses propres filiales adhérentes un sous-groupe conventionnel.

La Lyonnaise de banque n'a pas constitué de sous-groupe d'intégration fiscale avec ses filiales.

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due. L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros (contre un milliard en 2025), la contribution exceptionnelle à laquelle l'établissement sera soumis.

La base imposable sera calculée sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû sur les deux derniers exercices (2025 et 2026) avec un acompte de 98 % de la contribution versé en même temps que le dernier acompte de l'impôt sur les sociétés (le 15 décembre 2026 pour les clôtures au 31 décembre 2026).

La Lyonnaise de Banque est soumise à la contribution exceptionnelle au taux de 20,6% ou 41,2 %, selon l'application du seuil au groupe d'intégration fiscale.

Ainsi, le taux d'IS utilisé pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts exigibles et différés s'élève à 30,98% sur 2025.

Note 33 - Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du code monétaire et financier)

	Nombre	Montants en euros
Comptes recensés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	43 750	52 403 726,28
Comptes déposés mentionnés à l'article L. 312-20 du code monétaire et financier	1 080	1 389 551,07

Note 34 - Effectifs moyens

	Exercice 2025	Exercice 2024
Techniciens de la banque	1 662	1 738
Cadres	1 556	1 535
Total	3 218	3 273

Note 35 - Rémunérations versées au comité de Direction Générale

	31.12.25	31.12.24
Montant global des rémunérations versées	1 509	1 458
Montant global des jetons de présence	69	92

Note 36 - Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à (montant HT) :

	Honoraires certification des comptes
ERNST & YOUNG ET AUTRES SAS	158 330 €
KPMG SA	189 510 €

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'Assemblée Générale de la société CIC Lyonnaise de Banque,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CIC Lyonnaise de Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC 2023-03 et 2022-06 à compter du 1^{er} janvier 2025.

Justification des appréciations – Point clé de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédits avérés sur les encours de prêts à la clientèle

Point clé de l’audit	Notre réponse
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garantie. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu’il existe une indication objective de perte de valeur.</p> <p>Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les créances douteuses sur la clientèle s’élèvent à M€ 1 235 et les dépréciations associées sur les prêts et engagements s’élèvent respectivement à M€ 500 et M€ 53 telles que présentées dans les notes 3 et 9 de l’annexe des comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d’évaluation et de présentation » de l’annexe des comptes annuels.</p> <p>L’évaluation des dépréciations et des provisions requiert l’exercice du jugement pour l’identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l’importance du jugement dans l’appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier sur les matières premières et l’énergie, l’inflation et par une hausse des taux d’intérêts, nous avons considéré que l’identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l’évaluation des dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l’audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l’importance relative des encours de prêts dans le bilan ;• la complexité de l’estimation des flux futurs recouvrables.	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d’information, les dispositifs qui garantissent l’intégrité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ;▪ sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. <p>S’agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;▪ examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;▪ rationalisé l’évolution annuelle du coût du risque ;▪ et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>S’agissant du risque de crédit dans la banque de détail, nous avons réalisé des procédures analytiques en calculant l’évolution dans le temps des indicateurs clés suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations. Chaque fois qu’un indicateur s’est écarté de la moyenne, nous avons analysé les écarts constatés.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l’information présentée dans les notes de l’annexe des comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques
Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires
Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d’entreprise
Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes
Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CIC Lyonnaise de Banque par votre assemblée générale du 16 mai 2017 pour le cabinet KPMG S.A. et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.
Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels
Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.
Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.
Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d’administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels
Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs

et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 3 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

Frédéric Damaisin
Associé

KPMG S.A.

Sophie Sotil Forgues
Associé

ERNST & YOUNG et Autres
Vanessa Jolival
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition au siège de la Lyonnaise de Banque au 8, rue de la République - 69001 LYON